

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : C.REVOL

☎ : 04.56.59.49.76

✉ : 04.56.59.49.96

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE N°2015

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, et L.514-5 ;

**VU** l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société EUROFLOAT au sein de son établissement situé Zone Industrielle et Portuaire, 312 rue des Balmes à SALAISE SUR SANNE dont l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-06930 du 14 août 2009 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, unité territoriale de l'Isère du 30 juillet 2015 ;

**VU** la lettre 30 juillet 2015 par laquelle l'inspection des installations classées de la DREAL a transmis, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, son rapport à la société EUROFLOAT et l'a informé de la proposition de mise en demeure concernant son site situé dans la Zone Industrielle et Portuaire, 312 rue des Balmes sur la commune de SALAISE SUR SANNE ;

**VU** le courrier de réponse au projet d'arrêté de mise en demeure en date du 20 octobre 2015 de la société EUROFLOAT ;

**VU** le courriel de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, unité territoriale de l'Isère du 19 novembre 2015 faisant suite aux observations de la société EUROFLOAT ;

**CONSIDERANT** que l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-06930 du 14 août 2009 fixe dans l'article 3.2.5 des prescriptions techniques, un flux maximal autorisé en oxydes d'azote (NOx) de 1,24 kg/tonne de verre fondu en sortie de cheminée du four de fusion ;

**CONSIDERANT** que la société DEKRA a réalisé en date du 16 décembre 2014, un contrôle des rejets atmosphériques et que ce contrôle a mis en évidence un flux spécifique de 3,84 kg/tonne de verre fondu ;

**CONSIDERANT** que l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-06930 du 14 août 2009 fixe dans l'article 3.2.4 des prescriptions techniques, une concentration maximale autorisée en NOx de 1500 mg/Nm<sup>3</sup> en sortie des 4 groupes électrogènes ;

**CONSIDERANT** que la société DEKRA a réalisé en date du 3 décembre 2014 un contrôle des rejets en NOx de 2 groupes électrogènes dont les concentrations moyennes enregistrées étaient de 7901 mg/Nm<sup>3</sup> pour le groupe 1 et de 4091 mg/Nm<sup>3</sup> pour le groupe 2 ;

**CONSIDERANT** le non respect des dispositions des articles 3.2.4 et 3.2.5 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-06930 du 14 août 2009 ;

**CONSIDERANT** que ce manquement est de nature à porter gravement atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** dès lors qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1er** – La société EUROFLAOT qui exploite des installations industrielles implantées dans la Zone Industrielle et Portuaire, 312 rue des Balmes à SALAISE SUR SANNE, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté :

- **dans un délai de 10 mois**, de respecter le flux spécifique autorisé de 1,24 kg/tonne de verre fondu pour ses rejets en NOx sur le conduit n°1 en sortie de cheminée du four de fusion, conformément à l'article 3.2.5 des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-06930 du 14 août 2009.
- **dans un délai de 10 mois**, de respecter la concentration limite des rejets en NOx sur les conduits 6 (4 groupes électrogènes du site) autorisée de 1500 mg/Nm<sup>3</sup>, conformément à l'article 3.2.4 des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-06930 du 14 août 2009.
- de remettre, **dans un délai de 6 mois**, une étude technico-économique présentant l'échéancier des travaux à réaliser sur les groupes.

**ARTICLE 2** – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées.

**ARTICLE 3** – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 4** – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

**ARTICLE 5** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, la Sous-Préfète de Vienne, le Maire de SALAISE SUR SANNE et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère et notifié à la société EUROFLOAT.

Fait à Grenoble, le **27 NOV. 2015**  
Le Préfet

Pour le Préfet, le Secrétaire Général  
Pour le Secrétaire Général adjoint  
La Secrétaire générale adjointe  
Anne COSTE DE CHAMPERON

